www.ensembleonfaitquoi.fr

Projet

« Ensemble on fait quoi ? »

Revue de presse

Avec le soutien financier de l'Etat, du Département du Nord et de la Ville de Lille

Radicalisation : à Lille, le ministre des Sports enfile les gants de boxe

Publié le 05/07/2016

Nord Eclair

Patrick Kanner, ministre des Sports et de la Ville, était à Lille ce mardi matin. Il a rencontré les acteurs du collectif Ensemble on fait quoi ?, qui lutte contre les phénomènes de radicalisation.

Présent à Lille pour le meeting Hé oh la gauche, Patrick Kanner en a profité pour faire un petit crochet ce mardi matin par le centre social du Faubourg-de-Béthune pour une rencontre avec des acteurs du collectif Ensemble on fait quoi ? Le ministre des Sports, qui a aussi en charge la politique de la Ville dans son portefeuille, était accompagné d'un coéquipier de poids : le boxeur Jean-Marc Mormeck, ex-champion du monde des lourds-légers et enfant des quartiers, qui vient d'être nommé délégué interministériel pour l'égalité des chances.

« Toutes les initiatives sont les bienvenues »

Né au lendemain des attentats de janvier 2015, le collectif Ensemble on fait quoi ? a pour vocation de prévenir les phénomènes de radicalisation. Il organise des réunions dans les quartiers à l'intention des habitants mais aussi des professionnels en proposant des outils pédagogiques innovants. « *Il y a des prédateurs qui sont à la base de phénomènes sectaires radicaux*, explique Patrick Kanner. *Toutes les initiatives qui contribuent à lutter contre sont les bienvenues.* » Quant à l'ancien boxeur, celui-ci estime qu'il est aussi important de comprendre le mal-être pour agir.

Ministère des Familles, de l'Enfance
et des Droits des femmes

Extrait du Discours de Laurence ROSSIGNOL au colloque international *La prévention de la radicalisation*

http://www.familles-enfance-droitsdesfemmes.gouv.fr/discours-de-laurence-rossignol-au-colloque-international-la-prevention-de-la-radicalisation/
Publié le 28 avril 2016

[…]

Je voudrais maintenant évoquer avec vous le rôle déterminant dans la prévention de la radicalisation et de l'accompagnement des familles des acteurs et professionnels de terrain : acteurs de la prévention spécialisé, réseau d'écoute et d'accompagnement des parents, maison des adolescents, point accueil écoute jeune, école de parents, réseau des associations familiales, centres sociaux et je prie ceux que je n'ai pas cité de bien vouloir m'excuser. Tous se sont mobilisés très tôt et avec détermination. Beaucoup d'entre eux participent aux travaux des cellules de suivi. Nous sommes à l'écoute du terrain car une politique publique de prévention ne peut être efficace que si elle est construite à partir des observations, des expériences et des besoins de ceux qui sont au plus près de la réalité des situations.

J'ai récemment découvert à Lille un formidable projet : ***Ensemble ont fait quoi ?*** porté conjointement par le réseau de Prévention spécialisée du Nord, la fédération des centres sociaux et l'association ***Laisse Ton Empreinte*** spécialisée dans la production de supports pédagogiques et dans le travail avec les jeunes sur la reconstruction d'une identité, parfois trouée, parfois dans laquelle il y a des parenthèses, des morceaux de l'histoire familiale qui ne leur ont pas été restitués.

Ils ont réussi à fédérer tous les acteurs de l'action sociale et de la formation pour produire ensemble des outils à destination des professionnels, sur la base de repères communs. Le succès de leurs conférences, qui ont déjà réuni plusieurs centaines d'acteurs institutionnels et associatifs, atteste qu'il y a bien une demande de débat à laquelle nous devons répondre. Pour apporter des réponses et engager des actions adapter les acteurs nous ont fait remonter leur besoin de formation qui doit être assuré au plus près des attentes des acteurs et des spécificités des territoires. C'est ma priorité, avec l'appui du CIPD que je remercie ici j'ai organisé une session de formation à la prévention de la radicalisation à destination des acteurs de terrain le 18 mars dernier. Deux nouvelles sessions sont prévues en juin dont l'une spécifiquement destinée au réseau de l'Union nationale des associations familiales (UNAF).

[…]

CNAPE
FORUM
73
AVRIL 2016
La revue de la CNAPE, la fédération des associations de protection de l'enfant

Phénomènes de radicalisation :

ENSEMBLE, ON FAIT QUOI ?

Loi du 14 mars 2016 : « Il y a un enjeu à sortir la protection de l'enfance de l'angle mort des politiques publiques »

Entretien avec Laurence Rossignol, Ministre des Familles, de l'Enfance et des Droits des femmes

CNAPE
www.cnape.fr

DÉTRESSE DES JEUNES ET PHÉNOMÈNES DE RADICALISATION : ENSEMBLE, ON FAIT QUOI ?

Par Céline Martineau, Responsable communication de l'association Laisse Ton Empreinte
et Florence Bobot, Directrice générale de l'Association de Prévention Spécialisée du Nord (APSN)

CONSTRUIRE ENSEMBLE DES RÉPONSES COLLECTIVES POUR DEMAIN

La vague d'attentats de 2015 a mis en évidence le malaise identitaire de nombreux jeunes et la nécessité de re-questionner certains sujets sensibles en lien avec nos pratiques d'intervention sociale et éducative : les processus de radicalisation, la laïcité et la prise en compte des faits religieux, mais aussi le rapport compliqué des jeunes à l'Etat, l'expression d'un malaise profond, la place des jeunes dans notre société et plus globalement notre projet pour faire société tous ensemble.

Face à ces enjeux, nous devons changer de braquet, déconstruire les idées toutes faites et nous rassembler sur l'essentiel. Convaincus qu'une partie des réponses à ces questions est de nature éducative, le réseau de la Prévention Spécialisée du Nord (APSN) et l'association Laisse Ton Empreinte, adhérents de la CNAPE, ont lancé un appel large à leurs partenaires pour construire **ensemble** des réponses collectives pour demain. Rejoints par de nombreux acteurs et riches de cette mobilisation qui monte en puissance, « Ensemble on fait quoi ? » développe aujourd'hui des ressources, qui seront à terme transférables à l'échelle nationale, autour de plusieurs axes : répondre au malaise identitaire des jeunes, questionner les pratiques et donner des repères.

RÉPONDRE AU MALAISE DES JEUNES

Il y a urgence à reconstruire une vision commune

« De parler avec vous comme ça, librement, ça me permet de remettre en ordre ma vie », raconte Jérémy, 24 ans, en Mission Locale. *« Je ne mélange pas tout comme je le faisais avant, je vois mieux aussi comment tout ça s'imbrique, comment c'est lié. Ça allège, et puis ça rend physique, vrai, surmontable mon vécu. Ça me redonne confiance. Je suis très content de tout ça, moi ! Vraiment merci. »*

Les besoins des jeunes sont criants : besoin de parler, de se dire, de comprendre qui ils sont, de trouver des espaces où déposer les questions existentielles fortes qui leur traversent l'esprit...

Les attentats de janvier 2015 précipitent les choses. Ils nous mettent face au malaise identitaire aigu d'un certain nombre de jeunes, à leur rapport conflictuel avec l'Etat. Mais aussi face à l'épuisement des professionnels qui continuent d'aller seuls au front, avec des questions et enjeux pourtant profonds et périlleux.

Les jeunes face à la solitude

Fin 2015, des résidences regroupant une cinquantaine de jeunes nordistes (15-25 ans) confirment ces faits. Ils disent se sentir seuls face à ce qui les travaille, seuls face à un vide, à une absence de réponses. Certains se tournent vers la religion pour canaliser leurs peurs, conjurer leur mal-être. D'autres se tournent vers le groupe où ils vont, malheureusement, le plus souvent, trouver des réponses simplistes, manichéennes, liées à l'effet de groupe et à son poids. D'autres encore se tournent vers des réponses toutes faites qui entrainent au rejet de l'autre, à l'enfermement.

Les jeunes face aux lacunes des adultes

Certes, ce rôle d'adulte, nous le tenons encore comme nous le pouvons individuellement. Mais c'est dans la dimension collective qu'il y a faillite. Comme si du fait de nos clivages permanents, nous étions amputés d'une partie de nous-mêmes puisque nous ne sommes plus capables de nous rassembler sur l'essentiel. Ce n'est sans doute pas un hasard si tant de professionnels sont en souffrance, doutent et perdent confiance. Les jeunes le ressentent d'ailleurs bien.

> « Il y a faillite dans la dimension collective. »

Il y a donc urgence à reconstruire une vision commune, partagée, qui aborde les questions sensibles avec un propos construit, cohérent, accessible, qui donne confiance, et sur lequel chacun peut s'appuyer pour aller à la rencontre des jeunes.

Telle est notre ambition aujourd'hui : inventer ensemble des réponses collectives nouvelles, adaptées, qui

LAISSE TON EMPREINTE

Animés par une volonté de changement, l'association Laisse Ton Empreinte réalise des enquêtes de terrain sur des sujets de société sensibles (éducation, santé, parentalité, jeunesse...) dans le but d'en tirer des outils pédagogiques innovants, qui permettent aux professionnels, aux publics et aux institutionnels d'avancer ensemble. Et ça marche !
www.laissetonempreinte.fr

permettent de répondre d'une même voix aux besoins exprimés par les jeunes, aux questions existentielles qu'ils se posent. Et ainsi les aider (et par là-même nous aider, nous, adultes) à déconstruire des processus complexes qui produisent de l'enfermement et du désespoir.

Que nous disent les jeunes ?

Ces quinze dernières années, nous avons rencontré près de 300 jeunes qui, à travers leur témoignage, décrivent un vide intérieur...

Se sentir Français ou non ?
Ils ressentent un profond malaise identitaire, parfois dès le plus jeune âge. Sentiment d'être mal considérés, relégués, de ne pas disposer des bons réseaux. « *C'est comme si on était en guerre* » ; « *comme si on était parqués dans un enclos* ». Des conflits de loyauté dans leur tête, par rapport aux origines, à la famille, au groupe, au quartier, qui participent de la difficulté à trouver sa place : partir, réussir, ce serait un peu trahir, rompre une forme de fidélité... « *Quand je suis dans le quartier, je ne me sens pas Français,* explique Karim, 16 ans, en centre social. *Les policiers, ils passent, nous regardent, parfois nous insultent. Par contre quand je vais à l'école, dans les musées, les mairies, quand je travaille, là mais seulement à ce moment-là, je me sens Français.* »

Auprès de qui trouver des réponses ?
Ils sont dans une grande solitude. Travaillés très tôt par des questions existentielles profondes, sur le rapport à l'autre, la violence, le changement intérieur, l'identité, la place dans la société, la responsabilité... ils ne trouvent pas de réponse par manque d'interlocuteurs... « *Le fait de parler et de tout mettre sur papier m'aide à réaliser, à fermer le livre de cette histoire douloureuse,* confie Mélissa, 21 ans, actuellement dans une Ecole de la 2nde chance. *Oui, en parler aide à tourner la page. Je me sens mieux car quand les choses sont dites sur du papier, on y pense moins après. Durant l'entretien, je me suis sentie écoutée, conseillée, ça m'a libérée. J'avais cette histoire en travers de la gorge. J'étais bloquée sur un plan personnel. C'était important pour moi d'en parler. Après j'ai pu avancer.* »

L'engrenage du groupe
Devant l'absence de réponses, ils sont tentés d'aller **chercher le groupe** pour se rassurer et trouver des réponses, même si celles-ci peuvent se réduire à la victimisation et conduire au rejet de l'autre. Julien, 18 ans, en club de prévention, témoigne : « *Le groupe t'enferme, avec des idées toutes faites sur l'argent, les filles et tout ce qui va avec. On gamberge, on se fait des films et on tombe parfois dans la parano, on finit par se méfier de tout le monde. On se sent stigmatisés, étiquetés mais souvent, nous-mêmes, on stigmatise et on étiquette les autres, il faut bien le reconnaître.* »

Où est l'adulte, dans tout ça ?
Au fil des témoignages se dessine ainsi en creux une société où **les adultes peinent à faire corps.** Comme si nous n'avions plus la capacité de proposer aux jeunes des espaces qui leur permettent de se confronter, se questionner, élaborer une pensée sur les sujets importants qui les travaillent. Des espaces qui leur permettent de s'élever, s'émanciper, devenir autonomes.

Des espaces de parole pour se confronter et se questionner

Comment accompagner nos jeunes en souffrance sans tomber dans la victimisation mais en visant, au contraire, la responsabilisation qui aide à grandir ? Tel est l'axe éducatif majeur de ces espaces : l'autonomisation des jeunes.

Des espaces de parole collectifs pour donner à comprendre

La fiction pour déconstruire les prisons intérieures
Pour travailler en groupe avec les jeunes, les professionnels peuvent s'appuyer sur **une fiction « On est tous des sangs mêlés »**[1]. Elle met aux prises le Pr Zoulouck (personnage fictif) avec un jeune qui caillasse un camion de pompier. Ensemble, de façon percutante et décalée, ils décryptent les raisons sous-jacentes de ce geste. Il s'agit de prendre appui sur cette fiction pour amener les jeunes à réfléchir sur eux, à parler d'eux, en partant de là où ils sont, de faire des liens avec leur propre vécu, afin de déconstruire des « prisons intérieures », « mentales », des

[1] Support complété par un mode d'emploi, de nombreux témoignages et chansons qui éclairent le propos et proposent des clés d'analyse, ainsi qu'un programme de formation.

Extrait de *La grande traversée*, film poétique et musical réalisé par Laisse Ton Empreinte, 2016.

représentations qui conduisent à des logiques d'exclusion, d'enfermement voire à la haine de l'autre.

« *Les jeunes nous ont beaucoup surpris car ils sont sur des questions existentielles fortes, et en particulier sur le sentiment de ne pas avoir prise sur leur avenir* », affirme un éducateur qui a utilisé cette fiction en classe relais.

La fiction pour accompagner les parents et les professionnels

Pour travailler avec les parents, les professionnels pourront s'appuyer sur une autre fiction « La grande traversée »[2], une présentation poétique, musicale et émouvante, d'un parcours d'exil sur quatre générations. Objectif : voyager au cœur des transmissions, s'interroger sur les non-dits, faire réfléchir les parents en fonction de leur histoire aux différentes loyautés, fidélités, qui peuvent enfermer nos enfants et les empêcher de trouver leur place dans la société.

« *La France ennemie numéro 1, c'est ce qu'on m'a appris* », déplore une mère participant au groupe de paroles pour parents. « *Aujourd'hui, on a tourné la page, mais on ne l'a pas déchirée. Je trouve ma place, je vis convenablement, mais je m'interroge sur ce que j'ai transmis à mes enfants [...] élevés dans le nationalisme algérien. Aux fêtes nationales, on met le drapeau algérien aux fenêtres. Quand ils ont grandi, j'ai tenu un second discours car j'ai peur qu'ils ne trouvent pas leur place dans cette France* », constate-t-elle.

Des espaces de parole individuels pour se dire

Une nouvelle approche de la relation individuelle d'accompagnement social entre le professionnel et l'usager : il s'agit d'un dispositif qui, en trois rencontres, permet de se recentrer, en équipe, sur la problématique centrale de la personne :

1. Le jeune se raconte, dit des choses importantes de son parcours, son histoire.
2. Quelques jours plus tard, on lui resitue ce qu'il nous a dit, mais en le structurant, en y apportant un regard extérieur. Le jeune valide cet écrit et donne son accord pour qu'il soit mis dans son livret.
3. Son livret lui est remis en présence d'un adulte référent de la structure avec qui il souhaite le partager. Selon son désir, ce livret voyage au sein de sa famille et de son entourage.

Cette expérience, courte dans le temps, produit des effets étonnants en termes de prise de conscience, de changement de regard réciproque, de dynamique d'accompagnement. Cela permet d'identifier des leviers d'actions importants qui jusque-là restaient inaperçus.

« *Quand j'ai entendu parler du projet de carnet, que j'en ai lu quelques-uns qui parlaient de leur passé, j'ai tiqué,* raconte une formatrice à l'Ecole de la 2nde chance. *Cela ne correspondait pas à ce qu'on cherchait ici : avancer, se projeter dans l'avenir, plutôt que de rester sur ce que l'on a vécu avant. Nous, on dit aux jeunes qui ont des parcours de vie lourds, avec pour certains un passage en prison : "Ce que vous avez fait, on l'oublie", pour se projeter dans l'avenir. Avec le carnet, je trouvais qu'on remettait le doigt sur ce qui n'allait pas. Et la petite note positive qui pouvait en ressortir était tellement ridicule par rapport à ce passé difficile...*

Mais ça, c'était avant de le vivre ! Cela m'a vraiment touché, humainement. J'ai complètement changé d'avis. J'ai compris : on s'intéresse au passé pour mieux avancer. C'est ce qui fait sauter les verrous et qui nous permet d'avancer plus vite. Cela aide les jeunes à se poser les bonnes questions : "je suis comme ça parce que j'ai vécu ça", "maintenant je comprends mieux comment je fonctionne, je peux mieux avancer". Et puis on savait que ces jeunes étaient abimés, mais pas à ce point-là. On arrive malgré tout à les amener plus loin, à ce qu'ils se réinsèrent. C'est qu'on fait du bon boulot ! On sert à quelque chose. Le carnet permet aussi de prendre la valeur de notre travail. »

« *En fait, votre entretien c'est magique !* s'enthousiasme Youssef, 18 ans, qui a bénéficié de cette méthodologie. *Tous nos souvenirs reviennent comme dans un film, on revit les émotions mais sans être dans la situation d'avant. [...] Au début, on pense qu'on va parler de nos problèmes et qu'il n'y aura rien d'autre mais en fait, ça enlève des complexes. Après on est plus léger dans notre tête. Ça aère, ça fait plaisir !* », s'exclame-t-il. ■

[2] Support complété par une fiche pédagogique et un programme de formation.

QUESTIONNER LES PRATIQUES

Le besoin de se qualifier et de s'outiller pour prévenir la radicalisation

Convaincus qu'une partie importante de la réponse aux enjeux posés par les phénomènes de radicalisation est de nature éducative, et que c'est par le dialogue, l'échange, la confrontation d'idées que l'on fait la société, les professionnels éducatifs et sociaux sont appelés à prendre une place centrale dans ce travail sur les quartiers. Ils sont nombreux à témoigner de leur besoin d'être davantage qualifiés, outillés, accompagnés pour travailler ces questions dans leur intervention quotidienne.

Des prises de position personnelles qui impactent les pratiques professionnelles

Le manque de qualification sur ces problématiques amène les intervenants sociaux à se retrouver face à eux-mêmes et à se positionner selon leur propre idéologie, affectivité, histoire... Cette absence de repères peut entraîner une confusion, des prises de position idéologiques, des incertitudes ou des craintes pour aborder certaines thématiques, par manque de qualification ou de prise de recul. Elle impacte directement les pratiques et postures professionnelles. Les acteurs ont alors besoin d'avoir, sur ces questions, des espaces de débats et de travail.

Il nous faut alors décloisonner les institutions, inviter les professionnels à se former collectivement, pour agir ensemble et se sentir moins démunis dans l'action quotidienne auprès des publics. L'enjeu est de pouvoir s'appuyer rapidement sur le réseau local pour trouver des réponses ou alerter sur des situations, construire du savoir et de la compétence collective.

Débat lors d'une conférence-habitants du projet "Ensemble, on fait quoi?", septembre 2015.

La notion de pouvoir d'agir à (ré)instaurer

Par ailleurs, les partenaires, ayant déjà engagé des débats et des rencontres avec la population des quartiers suite aux attentats de 2015, font le constat d'une demande de la part des habitants de pouvoir partager et échanger à ce niveau. Ces lieux de débats et de rencontres dans les quartiers sont à réinvestir et à soutenir. Il faut pouvoir aller à la rencontre des populations et ne pas laisser encore une fois sans réponse ces enjeux essentiels de notre société. Un dialogue plus important doit se faire entre les populations elles-mêmes, mais aussi entre les populations et les professionnels. Ceci participe bien au développement du pouvoir d'agir des populations, axe de travail réaffirmé

ces dernières années au sein de nos différents réseaux et au travers de la commande publique.

L'APSN, et le réseau des associations de prévention spécialisée du Nord, ont ainsi réuni leurs partenaires pour travailler collectivement à l'élaboration de réponses.

Un accompagnement des professionnels pour répondre aux besoins de formation :

- des apports théoriques sous forme de conférences ouvertes au plus grand nombre d'acteurs des différentes institutions partenaires, qui ont déjà réuni depuis septembre 2015 plus de 600 professionnels ;

- des journées de formations interinstitutionnelles, à l'échelle des quartiers, sur les questions de citoyenneté, expression du fait religieux, phénomènes de radicalisation, laïcité, reposant sur l'échange d'expériences, de pratiques et en ouvrant sur des pistes de travail collectives ;

- des supports pédagogiques (élaborés par Laisse Ton Empreinte) pour s'outiller sur le malaise identitaire des jeunes, aller à leur rencontre sur cette question, et travailler avec les parents.

Des réponses pour les habitants basées sur l'échange

Un cycle de conférences sur ces mêmes thèmes, afin qu'ils soient partie prenante aux échanges et aux débats qui s'imposent à notre société, et que, à leur tour, ils puissent être relais d'échanges et de débats dans les quartiers. ■

APSN
Centre de ressources de la prévention spécialisée

Intervenant sur le département du Nord, l'APSN s'est donnée en 1986 un projet de fédération visant à promouvoir et développer l'action de prévention spécialisée. C'est également un centre de ressources, reconnu organisme de formation, ayant pour missions : la professionnalisation par la formation des salariés et des bénévoles associatifs, la réalisation et capitalisation de travaux d'études et de recherche, l'analyse de l'activité par l'accompagnement et la production de supports et d'outils dédiés. www.apsn-prev.org

■ DONNER DES REPÈRES

Quand un collectif de professionnels inter-institutionnels bâtit un cycle de formations pour d'autres professionnels

Dans la prise en charge de la prévention de la radicalisation, proposer des formations en rassemblant les acteurs et les institutions d'un même territoire doit permettre aux professionnels de se sentir moins démunis et favoriser la construction de réponses collectives.

L'APSN a alors initié la constitution d'un collectif de formateurs interinstitutionnel dans la conception et l'animation d'un cycle de formation à destination de professionnels de terrain, sur la thématique « Interventions sociales, faits religieux et phénomènes de radicalisation : donner des repères, questionner les pratiques, proposer des ressources ».

Réunir les forces vives

Divers professionnels de l'action sociale et des politiques publiques se sont rapidement portés volontaires pour construire ce projet ambitieux : une conseillère technique

et un chargé d'études et de recherche de l'APSN, des superviseurs et responsables du Conseil Départemental du Nord, des cadres pédagogiques de l'IRTS, une responsable développement de Laisse Ton Empreinte, la directrice de l'Institut Régional de la Ville.

Construire un cycle de formation avec l'aide de spécialistes

Ce collectif de professionnels, futurs formateurs, a reçu trois journées d'aide méthodologique avec des experts pour préfigurer les contenus et les trames des journées de formation. Elles capitalisent les apports issus du cycle de qualification porté par l'APSN et proposent, dans le cadre du projet « Ensemble on fait quoi ? » depuis septembre 2015 diverses interventions. Par exemple, elles traitent de la laïcité avec Joël Roman, de la question des faits religieux dans l'intervention sociale avec Faiza Guelamine, de la République et de ses diversités avec Patrick Weil, des formes de radicalisation avec Farhad Khosrokhavar et le cabinet Bouzar Expertises, et enfin de la place des nouvelles technologies dans les phénomènes de radicalisation avec Amandine Kervella.

Expérimenter auprès des acteurs de proximité

Ces formations ont été, dans un premier temps en mars et avril 2016, expérimentées à l'échelle des quartiers lillois, en s'appuyant sur les collectifs de professionnels réunis au sein des huit Groupes SocioEducatif (GSE) Lillois, soit six groupes d'environ quinze professionnels.

Les GSE illustrent une action de partenariat et des pratiques en réseau au service de l'accompagnement des jeunes et des familles. Créés il y a plus de quinze ans par la prévention spécialisée sur la ville de Lille, ils ont ensuite été généralisés sur l'ensemble du département. Ils regroupent des travailleurs sociaux, médico-sociaux et éducatifs d'un même territoire : le Service Social Départemental, les services d'Action Educative en Milieu Ouvert (AEMO), la Protection Judiciaire de la Jeunesse, les équipes de prévention spécialisée, les Centres Sociaux, la Mission Locale, etc.

Conférence débat à l'IRTS Nord-Pas-de-Calais, par le collectif "Ensemble, on fait quoi?", décembre 2015.

Mélanger contenus théoriques et expériences pratiques

L'objectif de ces journées de formation est de :

- Interroger les pratiques des intervenants sociaux sur la compréhension des faits religieux dans leur cadre professionnel ;
- Interroger les représentations et clarifier certaines notions-clés tels que faits religieux, laïcité, identités et constructions identitaires, radicalisation ;
- Apprendre à distinguer pratiques religieuses, radicalisation des pratiques, radicalisation djihadiste ;
- Comprendre les processus de radicalisation et d'emprise mentale ;
- Apprendre à mobiliser et utiliser des ressources pédagogiques pour aborder ces notions dans un cadre éducatif.

Pour cela, le contenu des formations aborde, sous la forme non seulement d'apports théoriques mais aussi d'études de cas et d'échanges et analyses des pratiques, l'approche notionnelle et de définitions (faits religieux, laïcité, espace public/espace privé/espace virtuel, identités et constructions identitaires), les formes de radicalisation (définitions, processus,

signes, symptômes, indicateurs de basculement), le rôle des nouvelles technologies et les formes de prévention.

Transférer l'expérience à d'autres territoires

Ces formations interinstitutionnelles sont pensées dans une logique d'appropriation pour être développées à différentes échelles, être transférées et permettre la capitalisation des bonnes pratiques sur les phénomènes de radicalisation, outiller les professionnels sur ces thématiques et favoriser l'émergence d'actions de prévention de la radicalisation auprès des jeunes. ■

LES PARTENAIRES DU PROJET « ENSEMBLE ON FAIT QUOI ? »

Les associations de prévention spécialisée du département du Nord (Itinéraires, FCP, Azimut, Avenirs et Loisirs, CAPEP, Horizon9, AJA...), les centres sociaux Lazare Garreau et du Faubourg de Béthune de Lille, Association Acti-Jeunes, Arlequin, Perspectives, l'EPDSAE, Maison des Ados de Lille, IREV Nord-Pas de Calais, Ligue des droits de l'homme et le collectif "Pour un avenir solidaire", Fédération des Centres Sociaux du Nord, IRTS Nord-Pas de Calais, Sciences Po Lille, Mission Locale de Lille, villes de Lille et Roubaix, Département du Nord, Région NPDC, DRJSCS, Préfecture du Nord, CAF du Nord, Ministère de la Famille, Fondation SNCF.

■ LA PAROLE AUX MOUVEMENTS ADHÉRENTS DE LA CNAPE

Union Nationale des Acteurs du Parrainage de Proximité

Union Nationale des Acteurs de Parrainage de Proximité

LE PARRAINAGE DE PROXIMITÉ
UN AVENIR À CONSTRUIRE ENSEMBLE

Par Lise-Marie Schaffhauser, présidente de l'Unapp

Penser ensemble, pour agir ensemble dans la volonté partagée de construire, pour chacun et pour tous, un avenir meilleur. Voilà comment on entend, à l'Unapp, la citoyenneté ; c'est la déclinaison concrète de la reconnaissance de la capacitation[1] de chacun d'entre nous. Tous, nous sommes potentiellement acteurs dans la cité à condition de rencontrer les conditions favorables à une solidarité d'engagement[2], que nous agissions à titre professionnel ou non. Dans notre monde d'incertitudes et d'innombrables possibles, c'est la citoyenneté qui nous rassemble, qui nous invite à sortir de l'entre-soi, à ne pas nous accommoder des « inégalités ordinaires », à fédérer nos énergies en rassemblant nos forces vives pour dépasser les clivages, les idéologies, toutes les formes de bureaucratie, afin d'inventer ensemble de nouvelles déclinaisons de l'entraide pour construire du « vivre ensemble » dans une société plus ouverte, plus juste, plus humaine !

Le parrainage de proximité est une de ces actions concrètes ; décliné en micro-projets répondant à des aspirations et des besoins repérés, l'Unapp travaille à sa promotion et à sa mise en œuvre dans l'éthique rigoureuse de ses statuts « *un projet humaniste et participatif*[3] *à visée universaliste articulant le libre épanouissement de chacun à une démarche collective de solidarité et de sociabilité* » à partir de son inscription dans la culture[4].

contact@unapp.net

(1) Capacitation Citoyenne et l'Unapp travaillent ensemble (capacitation-citoyenne.org)
(2) Rapport du groupe de travail « Gouvernance des politiques de solidarité », de la Conférence nationale contre la pauvreté et pour l'inclusion sociale, Michel Dinet et Michel Thierry, téléchargeable sur cnle.gouv.fr
(3) « Ce qu'ils en disent », portrait de ce qui se vit dans le parrainage de proximité, disponible sur unapp.animanet.eu
(4) Voir dossier « Le parrainage une solidarité intergénérationnelle », Forum n° 59, décembre 2012, téléchargeable sur unapp.animanet.eu

« *Un moment fort pour le collectif Ensemble on fait quoi : la rencontre avec Madame la Ministre des Familles et de l'Enfance, Laurence Rossignol, à Lille le 1er avril 2016* »

Le 1er avril dernier Madame la Ministre des Familles, de l'Enfance et des Droits des Femmes rencontrait une vingtaine de membres du collectif **"Ensemble on fait quoi ?"** au siège de l'association Itinéraires. A cette occasion, Madame la Ministre et Madame la Préfète déléguée à l'égalité des chances ont salué cette initiative unique en France ainsi que la qualité de réflexion et d'engagement du collectif. Après une présentation du projet par **Florence BOBOT**, directrice de l'APSN, madame la ministre a pu échanger avec des professionnels de terrain et des partenaires du projet sur les phénomènes de radicalisation.

En présence de :

- **ELIZEON Sophie**, Préfète pour l'Egalité des Chances

Les professionnels de terrain présents :

- **BERNARD Maud**, ALSES, Association Itinéraires
- **CARON Séverine**, Assistante sociale, Conseil départemental du Nord
- **TOUZI Sylvie**, Responsable d'UTPAS, Conseil départemental du Nord
- **FRANY BENAZOUZ Badradine**, AILE, Centre Social La Buzette
- **CHIRON Hélène**, Conseillère en Insertion, Mission Locale de Lille
- **DELBARRE Christian**, Directeur, Association Azimuts
- **ZIANI Abdelaziz**, Educateur Spécialisé, Association Azimuts
- **DUTILLEUX A.P**, Assistante Sociale, Conseil départemental du Nord
- **MILLE Olivia**, CESF, Conseil départemental du Nord
- **MISAK Fatiha**, Directrice, association Perspectives

Les partenaires présents :

- **BANNEUX Patrick**, Président de l'APSN
- **BOBOT florence**, Directrice de l'APSN
- **DEVREESE Bruno**, Président de l'association Itinéraires
- **KADRI Slimane**, Directeur de l'association Itinéraires et administrateur de l'APSN
- **CARPENTIER Martine**, Conseil éthique et Travail Social, Conseil départemental du Nord
- **LEVIN Anne**, Directrice du site de Lille de l'IRTS Nord pas de Calais

- **MELAN Sandrine**, Cadre pédagogique à l'IRTS Nord pas de Calais
- **PETILLEON Pascale**, Cadre pédagogique à l'IRTS Nord pas de Calais
- **OULKEBIR El Madani**, Directeur du centre social Projet
- **BENNACEUR Sarah**, Chargée de développement, Association Laisse Ton Empreinte

EUROPE 1

La matinale d'Europe 1

L'interview découverte

Luc Scheibling : "Il y a des blessures qui sont mal cicatrisées"

25 avril 2016

Luc Scheibling, fondateur de l'association Laisse ton Empreinte, est l'invité de Caroline Roux ce lundi. Il vient de travailler pendant un an et demi sur le malaise identitaire des jeunes.

L'empreinte, Luc Scheibling, c'est celle qu'on veut tous laisser. C'est une identité.
On va reprendre le fil. Vous étiez éducateur, dans l'Education Nationale, et un jour, en 99, vous vous êtes rendu compte qu'une chanson pouvait tout changer. Que s'est-il passé ?

J'avais rencontré un jeune à qui je donnais des cours de guitare et qui était en décrochage scolaire, décrochage familial aussi, et qui semblai un peu perdu. J'avais senti qu'il avait besoin de parler et je lui ai proposé de faire une chanson. En trois rencontres. Une chanson avec son histoire. Voilà je lui avais dit : « *tu ne me parles pas des autres tu me parles de toi* ». Et il était venu directement sur la période de l'adoption, avant que ses parents viennent le chercher en Amérique du Sud, et là il m'a raconté sa vie de jeune garçon.

Et vous vous êtes rendu compte que ça lui faisait du bien.

J'ai senti que ça correspondait à un besoin très fort. Et donc on a fait une chanson, j'ai structuré son récit et ensuite il l'a fait écouter à ses parents qui ont pleuré et qui m'ont écrit une lettre pour me remercier d'avoir permis à leur fils de dire des choses qu'il n'osait pas leur dire.

Et c'est devenu une méthode de travail pour vous. Vous travaillez avec des jeunes en rupture. On vous les conseille, on vous les recommande, ce sont des professionnels, des éducateurs qui vous envoient ces jeunes-là et vous vous allez faire un truc dingue, vous allez les écouter !

C'est ça. C'est con hein ! (rires).

Vous allez prendre le temps de les écouter. Racontez-nous.

Voilà, c'est juste ça en fait. C'est dingue mais y'a énormément de gens qui ont besoin qu'on les écoute.

Mais vous n'êtes pas un psy.

Non. Parce que l'idée ce n'est pas je t'écoute et puis après je pars avec ton récit et je ne te dis pas ce que je fais de ton récit. L'idée c'est je t'écoute, j'essaie de t'aider à cheminer dans ton parcours, dans ton récit, mais je te rends une trace. Je te rends quelque chose qui t'appartient et que tu valides. Je ne te dépossède pas de ton histoire pour en faire quelque chose qui ne te regarde pas, je te la renvoie.

Et ça les aide à reprendre le fil d'une vie normale.

Ça les aide à se rendre compte qu'ils ont une histoire et non pas une historie collective, ou de groupe mais une histoire singulière.

C'est de la dentelle. C'est du cas par cas que vous faites. Et vous leur rendez vraiment quelque chose qui ressemble à un petit livret et d'ailleurs c'est vous qui prenez la plume pour raconter ce qu'ils vous disent.

Extrait. *C'est Jamel qui écrit* : « Il y a bien trop de tentations dans un quartier, un jeune qui débarque ne peut pas lutter. C'est très dur de sortir d'un quartier. Il y a un côté qui te tient, qui t'y maintient, mais c'est un leurre en fait, c'est du bluffe. […] Un homme c'est quelqu'un de fort à l'intérieur pas à l'extérieur. Un homme c'est quelqu'un qui n'a pas besoin de bomber le torse.

Et après les attentats de Charlie, vous avez eu un autre déclic. Quand vous vous êtes dit au fond que les profs n'étaient pas armés pour faire face à ces minutes de silence, ce qui n'était pas respecté dans les établissements. Et là vous vous êtes dit, ce travail-là, que je fais avec ces gamins-là, je vais le faire sur l'identité.

Sur la question du malaise identitaire oui. Parce que comment aller sur ces questions tout seul, face à une classe, vous vous rendez compte des questions très profondes que ça pose. Et donc par quel biais on peut interroger cette problématique et comment travailler ça ensemble. Donc la question du malaise identitaire était venue assez souvent dans les entretiens qu'on avait récoltés sur le terrain à Lille, Roubaix, Mons en Baroeul. Et assez vite, c'est quelque chose qu'on s'est dit qu'il fallait travailler.

Et en prenant cette matière-là, toujours en les écoutant au cas par cas, et bien vous vous êtes rendu compte que le problème venait parfois de très loin et qu'il fallait qu'ils racontent l'histoire familiale. On se dit tout le temps pourquoi ces gamins ne se sentent pas français ? Bah vous vous savez pourquoi. En tout cas vous avez un élément de réponse.

Je ne sais pas si je sais pourquoi mais oui on a des éléments de réponse. C'est-à-dire qu'il y a des choses qui se transmettent, des blessures qui sont mal cicatrisées. Par exemple c'est difficile de comprendre que des jeunes puissent caillasser des pompiers. Moi ça m'a toujours interrogé. Et quand tu regardes l'histoire familiale, la transmission familiale, parfois tu te rends compte que dans la famille, deux générations avant, il y avait un vrai problème par rapport à la guerre d'Algérie, par rapport aux représentants de l'uniforme, l'Etat Français. Et c'est cette question qui finalement était transmise comme ça, de façon sous-terraine, et qui s'exprime parfois inconsciemment, dans le fait qu'on s'en prend à des représentants de l'Etat Français.

Et le fait de le dire ça change quoi ?

Et le fait de le dire ça change tout. Parce que tout d'un coup, tu prends conscience justement de ce que tu fais, et finalement les parents se disent mais c'est que peut-être ça vaut le coup qu'on parle de notre histoire parce que moins le jeune a accès à son histoire personnelle ou familiale, et plus il est finalement dans des formes de fantasmes. Il se fait des films. Et dons on a vraiment intérêt à travailler tous ensemble, collectivement ces questions, pour justement décoder un certain nombre de comportements, et changer… le monde.

Et bah voilà. C'est pas mal de changer de monde comme programme !

La Gazette des communes / 17 mars 2016

Prévention spécialisée

« La formation des travailleurs sociaux à la prévention de la radicalisation permet de gagner du temps »

Publié le 17/03/2016 • Par **Hugo Soutra** • dans : A la Une prévention-sécurité, Actu experts prévention sécurité

© Itinéraires

Directeur général de l'association Itinéraires à Lille, Slimane Kadri défend l'utilité et les techniques de la prévention spécialisée pour lutter contre le terrorisme. Initiateur d'un collectif visant à mieux prévenir la radicalisation religieuse, celui qui est aussi formateur au Forum français de la sécurité urbaine (FFSU) appelle pour cela à développer une réelle politique "Jeunesse."

Quels impacts ont eu les attentats de 2015 sur le quotidien des travailleurs sociaux ?

Si la question du terrorisme islamiste ne nous était pas étranger – nous l'étudions depuis le milieu des années 1990 –, les assassinats de masse de janvier 2015, puis de novembre dernier, ont produit une prise de conscience collective. Tous les professionnels ayant des missions d'éducation auprès des jeunes – qu'il s'agisse des travailleurs sociaux donc, mais aussi des enseignants ou des éducateurs de la PJJ – se sont rendus compte à quel point ils étaient désarmés.

Malheureusement, les mesures sécuritaires actuellement portées par les institutions régaliennes ne règlent en rien les difficultés rencontrées, sur le terrain, par ces « Fantassins de la République ». Nous n'avons pas, pour autant, encore été capables de formuler notre propre réponse.

Les tueries de masse perpétrées par des Français contre d'autres français vous poussent-ils à repenser les missions de la prévention spécialisée ?

Avec dix-sept autres clubs de prévention spécialisée, l'APSN – le centre ressources de la Prévention Spécialisée du Nord –, l'association « Laisse ton Empreinte », le conseil départemental, Sciences Po Lille et la Fédération des centres sociaux, nous avons en effet décidé de ne pas attendre l'Etat pour passer à la vitesse supérieure. Cette coordination, baptisée « Ensemble, on fait quoi ? », s'est donné pour mission de :

- Offrir des outils communs, permettant ensuite aux professionnels d'aborder les questions de fait religieux, d'islamisme, de laïcité ou d'identité nationale avec leur public.
- Faire profiter de l'expertise des intervenants venant former les travailleurs sociaux (Patrick Weil, Farhad Khosrokhavar, Joël Roman, Faïza Guélamine) aux habitants des quartiers populaires, par le biais de réunions publiques.
- Expérimenter des formations plus spécifiques relatives à la menace terroriste sur dix cellules de veille territoriales où les acteurs locaux se font d'ores et déjà confiance. Objectif : donner plus de compétences aux travailleurs sociaux, afin qu'ils évaluent et diagnostiquent eux-mêmes la situation à minima.

Comment se passe concrètement cette phase de détection des « signaux faibles » par les travailleurs sociaux eux-mêmes ?

Par exemple, nous ne signalerons pas immédiatement un cri « Allahou Akbar » d'un élève dans une cour de collège ou de lycée. Nous tenterons d'abord d'évaluer s'il y a risque de départ en zone de combat ou de commission d'un attentat, et donc si cet évènement nécessite une action régalienne ; ou bien alors si cela relève simplement de la provocation ou d'une pathologie mentale, auquel cas nous mettrons plutôt en place un suivi individualisé.

Ce mode d'organisation autonome convient parfaitement aux services de renseignement, de police et de justice, qui savent parfaitement que nous n'hésiterons pas à les alerter au moindre doute. Il permet en outre de ne pas les engorger.
Qui dit multiplication des signalements dit en effet enquête nationale de la DGSI puis vérification des Renseignements territoriaux… avant que, dans plus de 80% des cas, un accompagnement socio-éducatif soit finalement prescrit aux clubs de prévention spécialisée.

Former correctement les travailleurs sociaux permet donc de gagner énormément de temps, tout en évitant de ficher inutilement des jeunes avec les conséquences que cela peut avoir – comme l'accès à un emploi dans la fonction publique par exemple.

Cette mission supplémentaire ne risque-t-elle pas de reléguer la prévention de la délinquance – déjà mal acceptée par certains travailleurs sociaux – aux oubliettes ?

Non, dans la mesure où nos actions contribuant à prévenir la délinquance – prise en charge des collégiens exclus, accompagnement des décrocheurs scolaires, ateliers et chantiers d'insertion professionnelle – sont également susceptibles de prévenir la radicalisation.
Comme par le passé, il revient aux professionnels de s'adapter à cette nouvelle donne, sans pour autant céder à une logique de zapping empêchant de réaliser le travail de fond visant à tarir le problème à la source.

S'il y a eu un changement après les attentats, c'est la soudaine sollicitation des clubs de prévention spécialisée par les ministères, les préfectures et quelques collectivités… à l'heure même où ce secteur n'a jamais été autant menacé financièrement. Pourtant, ce dont la prévention de la radicalisation a besoin aujourd'hui, c'est bien d'opérateurs de terrain et non de restructurations de la prévention spécialisée, de suppressions de postes d'éducateurs de rue ou de clips TV, etc…

Pourtant, dans les faits, tous les travailleurs sociaux ne semblent pas prêts à prévenir la délinquance comme la radicalisation…

Il arrive encore que certaines associations, dans certains départements, n'aient pas compris que la prévention spécialisée permettait d'assurer la protection de l'enfance en contribuant à la prévention de la délinquance. C'est vrai, bien que ce soit de plus en plus rare. A leur décharge, le comportement et les postures de certains élus ou techniciens empêchent également, parfois, de construire des partenariats efficaces.

Il est également temps que les décideurs fassent preuve d'un peu de cohérence. Le temps que je perds à quémander des financements auprès des différents fonds, c'est autant de disponibilité en moins pour calibrer des interventions sociales correspondant aux individus en voie de radicalisation.

Alors que la radicalisation redonne de la visibilité à nos métiers, municipalités, départements et ministère de la Ville ne devraient-ils pas enfin se réunir pour réfléchir ensemble aux financements de la prévention spécialisée ? Quitte à développer une culture du résultat et l'évaluation des effets de notre action. Dans leur très grande majorité, les associations de prévention spécialisée ont fait de gros efforts au cours des dernières années pour rendre compte de leur activité.

Suite à une année ponctuée de deux attentats mortifères, 2016 va-t-elle paradoxalement permettre une évolution de la politique de la prévention ?

Nous avons payé en 2015 l'absence d'une réelle politique « Jeunesse » dans notre pays. Dans la plupart des cas, il ne s'agit en effet que de l'addition d'une quantité de dispositifs, mis bout à bout, avec un déficit de coordonnateurs et donc de pilote.

Même si le travail de fond n'est pas assez visible ni spectaculaire – l'éducation se faisant sur un temps long –, les décideurs doivent prendre conscience qu'ils gaspillent de l'argent public en privilégiant des interventions évènementielles au détriment des solutions de long-terme. La responsabilité du gouvernement, des élus locaux et des préfets à l'égalité des chances est grande, tout comme le rôle qu'ils ont à jouer dans l'avenir.

Il y a plus que jamais nécessité d'ancrer les travailleurs sociaux sur leurs territoires, pour qu'ils puissent construire des liens de confiance avec la population comme avec leurs partenaires. Les coordonnateurs des conseils locaux de sécurité et de prévention de la délinquance (CLSPD) et les directions de la politique de la ville doivent enfin s'imposer comme de véritables chefs d'orchestre. En tant que facilitateurs du partenariat, du travail en réseau et en complémentarité, ils doivent s'assurer que le travail de fond que représente la prévention de la radicalisation devienne effectivement une priorité opérationnelle.

Références

- Site du collectif "Ensemble, on fait quoi?"
- Site de l'ASPN

Sur le même sujet

- Les travailleurs sociaux du Nord se forment en nombre contre la radicalisation
- FIPD 2016 : les coordonnateurs prévention-sécurité entre satisfecit et vigilance
- Les éducateurs de rue menacés de disparition
- « En supprimant les éducateurs de rue, on livre clairement les bandes de jeunes à elles-mêmes » – CNLAPS

la gazette·fr

Adresse de l'article http://www.lagazettedescommunes.com/430594/les-travailleurs-sociaux-du-nord-se-forment-en-nombre-contre-la-radicalisation/

LUTTE CONTRE LE TERRORISME

Les travailleurs sociaux du Nord se forment en nombre contre la radicalisation

Emmanuelle Lesquel | Actu experts prévention sécurité | Régions | Publié le 26/02/2016

Plus de 350 personnes – majoritairement des travailleurs sociaux du Nord – ont assisté à une conférence du sociologue Farhad Khosrokhavar, auteur du livre « Radicalisation », organisée par la coordination « Ensemble on fait quoi ? » mardi 23 février. Objectif : mieux comprendre les ressorts de la radicalisation des jeunes afin d'identifier, ensuite, des outils de prévention mobilisables sur le terrain.

Mardi 23 février 2016, 14h30. L'amphithéâtre de l'institut régional du travail social à Loos (Nord) est plein à craquer. Bonnets, bérets, sac à dos, basket, jeans, hommes, femmes, cheveux longs, courts, gris, etc... Le public, nombreux, de la conférence organisée par la coordination « Ensemble on fait quoi ? » avec le sociologue Farhad Khosrokhavar arbore différents looks, quoique peu de costumes-cravates.

Plus du tiers des participants sont des travailleurs sociaux du conseil départemental du Nord, un autre petit tiers des agents de la prévention spécialisée, le reste étant composé majoritairement de travailleurs sociaux en formation, d'éducateurs travaillant dans des centres sociaux ou directement pour des municipalités du Nord. Quelques professionnels du Pas-de-Calais sont aussi venus.

Désir de formation

Si, dans plusieurs territoires, certains travailleurs sociaux n'identifient pas la radicalisation religieuse comme l'une de leurs prérogatives ; dans le Nord, ils sont nombreux à vouloir se former à ces questions plus qu'émergentes.

Ils sont spécialement venus écouter Farhad Khosrokhavar, auteur du livre « *Radicalisation* » (1) [1], qui, col roulé noir sur fond noir, commence à énumérer les différents profils-types de djihadistes qu'ils sont susceptibles de retrouver actuellement.

Besoins d'arguments

« Nous venions chercher des éléments de réponse, des informations » expliquent à l'issue de la conférence deux éducateurs en prévention, qui ajoutent avoir trouvé les propos du sociologue très justes. « Il a souligné qu'un vrai tournant s'est opéré depuis 2013, avec une multiplication des profils concernés. Nous constatons nous-même sur le terrain que les jeunes, voire très jeunes, sont de plus en plus sensibles à ces sujets. Que faire face à une jeune fille de 14 ans qui décide subitement de porter un voile intégral ? »

Un étudiant aspirant à devenir éducateur spécialisé, actuellement chargé de prévention dans une ZSP, est lui aussi venu à la conférence avec l'espoir de trouver quelques réponses aux situations qu'il vit sur le terrain : « Le sujet nous questionne. Nous avons besoin d'outils, d'arguments, d'une réflexion commune. Ces conférences sont très intéressantes pour cela ».

« Je viens ici pour essayer de comprendre ce qui se passe », ajoute une éducatrice de rue en sortant de l'institut régional du travail social. Un salarié de la Protection judiciaire de la jeunesse (PJJ) confirme, de son côté, le besoin de formation des travailleurs sociaux afin de pouvoir signaler de façon adéquate les cas de radicalisation : « Il existe beaucoup de confusion. Des signalements sont parfois pour ne pas dire souvent réalisés sans réels fondements. »

Ne pas avoir peur de la déradicalisation

Un autre éducateur, préférant lui aussi garder l'anonymat, ajoute : « Il y a également beaucoup d'actions à mener en prison. Pourtant, le service de probation m'a dit qu'ils étaient en manque de moyens. Et l'imam qui vient le vendredi n'a pas le droit de parler de radicalisation. Comment réussir si l'État ne nous accompagne pas ? ».

Pour Farhad Khosrokhavar, il n'y a plus lieu d'attendre indéfiniment une réponse des institutions régaliennes. La solution passe notamment par la promotion du dialogue entre les différentes communautés cohabitant sur les mêmes territoires. « La société civile française doit se mobiliser davantage sans attendre ni l'aide de l'Etat ni celle des religieux. Les citoyens n'ont pas besoins ni d'imam ni de rabbin pour se parler ! » exhorte ce directeur d'études à l'EHESS.

« Le profil des individus radicalisés a muté » – Farhad Khosrokhavar [2]

Pour les jeunes radicalisés revenus de leur « voyage initiatique » en Syrie ou ailleurs, Farhad Khosrokhavar souligne qu' il ne faut pas surtout pas avoir peur de la phase de « déradicalisation » : « Il faut pouvoir discuter, débattre avec eux. On peut être sceptique sur ce concept, mais l'expérience menée dans d'autres pays montre des réussites indéniables en la matière. » Qu'elles soient écologiques ou humanitaires, le sociologue souligne par ailleurs le besoin de créer de nouvelles utopies à destination de la jeunesse : « Il faut réanimer le tissu social. La société ne peut pas vivre sans utopie. Nous avons besoin de croire ensemble à quelque-chose ».

« Ensemble on fait quoi ? » forme les professionnels du travail social

Il y a un an, l'ensemble du réseau APSN [3], association qui anime le centre de ressources départemental du Nord au profit des acteurs de la prévention spécialisé, se réunissait suite aux attentats survenus en janvier 2015 en région parisienne. Un temps d'écoute, d'échanges, mais pas seulement. La grande majorité des acteurs se sont aussitôt retrouvés sur la nécessité d'accompagner la qualification des professionnels sur les processus de radicalisation, les faits religieux dans le travail social et les questions de laïcité, ainsi que sur le besoin de favoriser la création d'espaces de dialogue et d'échanges avec leurs

différents publics

Le réseau de l'APSN et l'association « Laisse ton empreinte » ont alors lancé un appel à leurs partenaires pour construire des réponses dans le cadre d'un projet collectif baptisé « Ensemble on fait quoi ? » Depuis sa constitution, cette coordination et les acteurs qui l'ont rejoint déclinent différentes actions dont un cycle de conférences gratuites pour les professionnels. Celle du 23 février est la quatrième de ce cycle. En moyenne, sur ces dernières conférences, 260 personnes sont présentes. Prochaine conférence : le 22 mars 2016, avec Amandine Kervella, sur l'éducation aux médias. [4]

POUR ALLER PLUS LOIN

- Les éducateurs de rue menacés de disparition
- « Le profil des individus radicalisés a muté » – Farhad Khosrokhavar
- « En supprimant les éducateurs de rue, on livre clairement les bandes de jeunes à elles-mêmes » – CNLAPS
- Radicalisation : les maires de banlieues interpellent l'Etat sur sa « politique d'austérité »
- Face à la radicalisation, la gouvernance locale renforcée
- « La radicalisation est le poison de certains quartiers » – Patrick Kanner

lillemag

lille.fr

février 2016

#118

ACTUALITÉS I 10 ans de Lille Neige I SOCIÉTÉ I Un collectif lillois contre la radicalisation I TESTÉ POUR VOUS I Le prêt de jardin I UNE JOURNÉE AU I Conservatoire

Radicalisation : « *La réponse est aussi éducative* »

KARIMA EL KHADIRI A PARTICIPÉ À LA CRÉATION DU COLLECTIF LILLOIS « ENSEMBLE ON FAIT QUOI » APRÈS LES ATTENTATS CONTRE *CHARLIE HEBDO* EN JANVIER 2015.

© Dan. R.

Pourquoi le collectif « Ensemble on fait quoi » a-t-il été créé voilà un an ?
Au-delà de l'émotion, nous avons tous ressenti le besoin de retravailler autour des phénomènes de radicalisation, de laïcité, du rapport des jeunes à l'État ou encore du vivre ensemble. Nous, ce sont les professionnels de la prévention spécialisée auprès des jeunes. Ils se disent souvent démunis face aux comportements provocateurs et à l'embrigadement de certains ados. Le Centre de ressources de la prévention spécialisée du Nord, où je travaille, regroupe dix-sept associations. Après les attentats de janvier 2015, nous avons voulu réfléchir et expérimenter de nouvelles réponses, notamment avec l'association « Laisse ton empreinte ».

Pourquoi cette association ?
Elle donne la possibilité aux jeunes de s'exprimer librement puis crée des outils de sensibilisation à partir de cette parole. Certains de ces supports permettent aussi aux professionnels d'aller à la rencontre de jeunes sur les questions identitaires.

D'autres acteurs ont rejoint le collectif ?
Oui, notamment l'association Itinéraires, les centres sociaux Projet au Faubourg de Béthune et Lazare Garreau à Lille-Sud et quelques autres partenaires. Notre projet commence à intéresser d'autres acteurs en France. Nous avons lancé le collectif sans un euro de subvention. Aujourd'hui, le FIDP (Fonds interministériel de prévention de la délinquance) et la Ville de Lille nous apportent un soutien financier.

Soutien qui vous sert à quoi ?
Nous nous adressons aux professionnels et aux citoyens. Les premiers expriment leur besoin d'accompagnement, convaincus que la réponse n'est pas uniquement sécuritaire mais aussi éducative. Pour les habitants, il s'agit d'ouvrir des espaces pour s'informer et dialoguer sur les fondements de notre société. Nous allons donc poursuivre les conférences, très suivies : 350 professionnels pour écouter la sociologue Faïza Guélamine sur « Faits religieux et travail social », ou une trentaine d'habitants pour échanger avec le philosophe Joël Roman sur la laïcité en France. Nous avons aussi prévu de nouveaux supports pédagogiques et une formation pour les travailleurs sociaux, en mars et avril.

Quels sont les objectifs de cette formation ?
Nous analyserons les pratiques sur le terrain afin de clarifier ce qui relève de la recherche identitaire, de la pratique religieuse et de la provocation, afin d'éviter les amalgames et de comprendre les phénomènes de radicalisation. Sur ce thème là aussi, la prévention est essentielle. ● Propos recueillis par Valérie Pfahl

www.ensembleonfaitquoi.fr

Voix du Nord 18/12/2015

«Ensemble on fait quoi ?», le projet lillois post-attentats qui fait parler

Publié le 18/12/2015 PAR STÉPHANIE FASQUELLE

Les structures qui travaillent dans l'insertion et la prévention à Lille (cadres et éducateurs) suivent un cycle de conférences sur la laïcité, l'identité, la religion et le travail social. Un projet développé après les attentats à Charlie Hebdo.

Les conférences-formations ont commencé en septembre. La prochaine, en février, portera sur les radicalisations.

Un ado qui jure sur le Coran, un jeune qui se convertit, un élève qui crie « *Vive Al Qaida* » dans le couloir du collège… Des situations auxquelles sont confrontés les travailleurs sociaux, éducateurs spécialisés, et tous les acteurs de la prévention et de l'éducation dans les quartiers. Comment réagir ? « *Après Charlie Hebdo, les têtes de réseaux ont été réunies par le préfet à l'Égalité des chances*, relate Slimane Kadri, directeur de l'association de prévention Itinéraires. *On s'est dit qu'il fallait s'occuper des questions de religion et de radicalisme, mais comment ? Rappeler le principe de laïcité, ok, mais les éducateurs sont peu outillés pour en parler. Il y a un besoin de plus de connaissances.* » Le projet Ensemble on fait quoi ? est né, porté par le Centre de ressources départementales de la prévention spécialisée du Nord, Itinéraires, et l'association Laisse ton empreinte. Le Département a débloqué 15 000 €. Concrètement, un cycle de conférences « *avec des experts* », a été lancé. En septembre, le philosophe Joël Roman ; en octobre, la sociologue du travail social Faïza Guélamine ; en décembre, Patrick Weil, historien et spécialiste des questions d'immigration et de citoyenneté. Les prochaines porteront sur la radicalisation, puis sur les médias, dérives et enjeux. De son côté, Laisse ton empreinte recueille la parole de jeunes afin de concevoir des outils pédagogiques.

Ensemble, on fait quoi ? commence à intéresser les ministères à Paris. Slimane Kadri et d'autres porteurs de l'action sont consultés. « *On a plein d'appels de collègues de toute la France. On a créé un site pour mettre en ligne les vidéos des conférences.* » Ce qui se fait à Lille doit « *se démultiplier* ». « *L'essentiel des appels au numéro vert antiterrorisme, ce sont des ados qui font de la provoc, des jeunes qui se convertissent (alors que se convertir ne veut pas dire se radicaliser) et des embrigadements sur internet.* » Les travailleurs sociaux, eux, sont familiers de ces situations. « *Ensemble, on peut les analyser. On a les compétences, il faut les approfondir. On est convaincus que cette question du religieux fera désormais partie du bagage essentiel de l'éducateur et du travailleur social.* »

Dès janvier, les formations pratiques vont commencer dans les clubs de prévention, clubs de jeunes, centres sociaux, etc., de huit quartiers de la ville. « *Le socle, c'est être au clair sur la laïcité. La suite : comment démonter l'embrigadement ? Comment former les jeunes à l'utilisation des réseaux sociaux, à la lecture des médias ? Il ne faut pas rester seul avec ces questions-là.* »

LA VOIX DU NORD.fr
Région > Lille
Publié le 14/07/2015
PAR SOPHIE LUSSIEZ

Moulins : les associations de prévention s'unissent avec « Ensemble on fait quoi ? »

Désireux de pas rester sans rien faire après les attentats de janvier, les associations de prévention spécialisée de la métropole lilloise sous la houlette de l'APSN (Centre de Ressources de la Prévention Spécialisée) se sont unies pour lancer « *Ensemble on fait quoi ?* »

Derrière ce titre, les différentes structures et les acteurs de terrain posent en débat un certain nombre de sujets. « *L'idée est de se réunir entre professionnels mais aussi avec les habitants des différents quartiers de Lille dans un premier temps pour discuter de la laïcité, des phénomènes de radicalisation, le rapport des jeunes à l'État, la cohésion sociale…* », explique Florence Bobot, directrice de l'APSN. En tant qu'acteur de terrain, les différentes structures sont ainsi convaincues qu'une partie des réponses sont de nature éducative. « *C'est par le dialogue et l'échange que nous arriverons à avancer* », souligne Florence Bobot. Des conférences-débats pour les professionnels et les habitants, des formations pour les professionnels des quartiers ou encore des outils pédagogiques spécifiques vont voir le jour dès la rentrée.

Inventer des réponses collectives

Pour autant, les structures ne sont pas restées les bras croisés depuis janvier et de nombreuses actions se mettent peu à peu en place à l'image de *Laisse ton empreinte* et son outil « *Cris du cœur* » pour recueillir les témoignages des jeunes. Inventer des réponses collectives adaptées est donc tout l'enjeu de l'action « *Ensemble on fait quoi ?* ».

Première conférence-débat le jeudi 10 septembre à 14h30 à l'IRTS pour les professionnels et à 18h30 pour les habitants au centre social Faubourg de Béthune. Conférence-débat animée par Joël Roman autour de la laïcité en France. www.ensembleonfaitquoi.fr

www.ensembleonfaitquoi.fr

Contact

APSN, Centre de Ressources Départemental de la Prévention Spécialisée
112 rue d'Arras- BP 473 – 59021 Lille Cedex
03.20.16.81.40
secretariat@apsn-prev.fr
WWW.APSN-PREV.ORG

Avec le soutien financier de l'Etat, du Département du Nord et de la Ville de Lille